

Quand le partage a sauvé le monde

Partage international n° 119 - Juillet 1998

par Jeremy Traylen

Il y a cinquante ans, en avril 1948, le vapeur *John H. Quick* quittait le Texas avec une pleine cargaison de blé. Ceci marqua le commencement de ce que Benjamin Creme a appelé « *le plus grand accomplissement de l'Amérique à ce jour* », et Sir Winston Churchill « *l'acte le moins ignoble l'Histoire.* »

La Seconde Guerre mondiale s'est déroulée entre deux des plus graves crises économiques des temps modernes. La première, celle de 1929, contribua au déclenchement de la guerre, et la seconde en fut la conséquence. A la cessation des combats, en 1945, il ne restait plus de l'Europe qu'un tas de ruines fumantes. Aux énormes pertes en vies humaines et au déplacement des populations s'était ajoutée la destruction de centaines de milliers d'habitations. Des villes, autrefois riches, connaissaient la faim et les épidémies. Une proportion considérable des usines, des mines, des ponts, des routes, des voies ferrées, des services publics et des terres cultivables était endommagée ou détruite.

Une crise économique européenne

Mais pire encore que la destruction visible fut ce qu'un homme politique appela : « *la dislocation totale de la structure de l'économie européenne.* » Cet homme, George C. Marshall, secrétaire d'Etat américain, fut à l'origine de la formulation de ce qui devint le Plan Marshall. Dans un célèbre discours prononcé à l'université d'Harvard, le 5 juin 1947, il exposa les grandes lignes à la fois du problème et de la solution. George Marshall expliqua que l'effort de guerre « *avait entraîné la disparition, à la fois d'institutions privées, de banques, de compagnies d'assurance et de navigation, soit faute de capitaux, soit à la suite des nationalisations, soit par une destruction pure et simple. Il ne restait plus grand chose des anciennes relations commerciales. Dans de nombreux pays, la confiance dans la monnaie nationale était sévèrement ébranlée. L'effondrement des structures économiques européennes pendant la guerre avait été totale.* »

Comme pour rendre les choses plus difficiles, la production agricole s'effondrait car la population urbaine ne produisait plus suffisamment de biens manufacturés à vendre aux agriculteurs. La division du travail, qui constitue la base de notre civilisation moderne, se désagrégeait, forçant les gouvernements à puiser dans leurs précieuses réserves de devises pour importer nourriture et autres produits de base.

Une crise de la balance des paiements n'allait pas tarder à affamer l'Europe, et si le marché européen s'effondrait, les Etats-Unis eux-mêmes, son principal fournisseur, seraient exposés à de graves conséquences. Il était donc vital d'aider l'économie européenne à se remettre sur pieds, non seulement d'un point de vue humanitaire mais aussi dans l'intérêt du peuple américain lui-même. Au moment où G. Marshall tenait ces propos, la crise atteignait son apogée. L'année avait débuté avec l'hiver le plus terrible que l'Europe occidentale ait jamais connu de mémoire vivante : les bateaux étaient immobilisés par les tempêtes et les canaux gelés, les routes étaient bloquées par d'énormes chutes de neige. La pénurie de carburant et d'électricité avait non seulement provoqué la mort par le froid d'innombrables personnes mais avait également entraîné le licenciement de centaines de milliers de travailleurs. La neige avait enseveli le bétail et en Grande-Bretagne, on devait appeler la Royal Air Force pour parachuter des vivres dans des villages coupés du monde par la neige. Un parlementaire britannique avait qualifié la situation de véritable « *Dunkerque économique* ».

Le plan Marshall

Pendant ce temps, les tensions politiques internationales augmentaient avec les premiers affrontements diplomatiques de la Guerre froide, entre l'Occident et le bloc soviétique. L'hebdomadaire *Time* titrait alors : « *1947, l'année de la décision.* » L'Amérique avait le choix entre s'attaquer carrément aux problèmes mondiaux ou, comme cela avait été le cas après la Première Guerre mondiale, se retirer dans son isolement et laisser la situation se dégrader et s'envenimer. Une situation dont personne ne prit mieux la mesure que George Marshall, qui proposa un moyen simple pour sortir de l'impasse : les nations européennes devraient établir un plan unifié pour restaurer la confiance en leur économie, plan que le gouvernement américain financerait. C'était la seule manière de rompre le

cercle vicieux économique de l'Europe.

Heureusement pour le monde, des hommes politiques aux simples citoyens, les Américains furent unanimes à accepter l'audace et la simplicité d'une telle entreprise et très rapidement le Plan Européen d'Aide Economique, comme on l'appelait officiellement, devint une réalité. A la suite du *John H. Quick*, on envoya une flotte de navires en Europe, chargée de réserves de nourriture pour les hommes et de fourrage pour le bétail. Quelques mois plus tard, ces premières mesures d'urgence furent remplacées par un dispositif destiné à réamorcer la « pompe économique de l'Europe ». Les navires américains transportaient maintenant semences, engrais, carburant, matières premières, ainsi que les machines-outils les plus modernes.

Mais ce qu'ils apportaient de plus important, c'était l'espoir. Selon George Kennan, qui à l'époque travaillait au Département d'Etat : « *Le succès psychologique de l'opération fut à ce point extraordinaire, dès le début, que les résultats furent sensibles avant même que les premières livraisons n'arrivent.* » Un nouveau courant d'énergie et d'optimisme traversa l'Europe : des montagnes de gravats furent déblayées, les immeubles furent soit réparés soit reconstruits, on bâtit de nouveaux logements, on restaura les routes et le réseau électrique. Les goulots d'étranglement de la production et la pénurie de matières premières n'entravaient plus la mécanique industrielle et, avant que l'année ne s'achève, les chiffres de production se mirent à augmenter fortement.

Des résultats miraculeux

Ce fut un véritable miracle économique : non seulement l'Europe occidentale se redressait et se remettait en marche, mais l'industrie du continent adopta les dernières technologies et les outils de production les plus modernes, que l'Amérique avait l'obligence de mettre à sa disposition. Raymond Jolivet se souvient de son excitation lorsque la ferme de sa famille fut l'heureuse bénéficiaire du premier tracteur du canton : « *Des tas de gens s'arrêtaient pour voir ce qui se passait. En ce temps-là, on voyait peu de tracteurs dans la campagne et ils voulaient y jeter un coup d'œil pour savoir de quoi ces machines étaient capables. Le tracteur permit de multiplier la productivité par cinq durant les périodes les plus chargées, comme celle de la récolte.* »

L'ouvrier Jean Dubertet, lui, se remémore l'arrivée d'une presse à tôle géante dans son usine de Douai, à la frontière franco-belge : « *Elle était énorme. Sur le parcours entre le Havre et Douai, les enseignants*

avaient amené leurs élèves, de tous âges, pour voir passer le monstre. Je n'oublierai jamais le moment où elle pénétra dans l'usine : la plupart des ouvriers arrêtaient leur travail pour venir admirer ce nouveau jouet. C'était quelque chose de tellement différent de ce que nous connaissions, que nous étions tous fascinés. » Par la suite, Jean Dubertet travailla sur cette presse pour produire des carrosseries de 2CV Citroën.

Parallèlement à l'envoi des machines les plus récentes, 372 experts américains se mirent à sillonner l'Europe, prodiguant leurs conseils et organisant des séminaires en ingénierie, marketing et techniques de recherche. De leur côté, près de 150 équipes de production européennes se rendirent aux Etats-Unis pour observer, directement à la source, les plus récentes méthodes industrielles.

Les journaux rapportèrent les fantastiques résultats de cette interaction. Dans une savonnerie des Pays-Bas, par exemple, les Américains montrèrent aux Néerlandais comment, avec les moyens techniques les plus modernes, réduire les processus de fabrication de cinq jours à seulement deux heures. Au Danemark, dans une usine de nylon, on produisit en une seule journée ce qui exigeait auparavant un mois de travail, grâce à de nouveaux équipements et de nouvelles méthodes de fabrication.

En 1948, les pays bénéficiaires du plan Marshall s'étaient fixés eux-mêmes pour objectif qu'en 1952, la production industrielle dépasse de 30 % le niveau d'avant-guerre. Pour l'agriculture, le but était de + 15 %. Alors que les résultats agricoles furent légèrement inférieurs aux prévisions, un an avant l'échéance, les chiffres pour l'industrie étaient largement dépassés. Globalement, le PNB de l'Europe occidentale augmenta de 32,5 % pendant les quatre ans que dura le Plan d'Aide Economique.

Ces années furent aussi parmi les plus prospères que l'économie américaine ait jamais connues. L'aide totale des Etats-Unis se chiffra à 13,3 milliards de dollars, soit l'équivalent de 90 milliards de dollars en termes actuels. Ceci ne représentait certes qu'une fraction de l'économie totale des pays concernés mais ce fut « l'étincelle qui permit au moteur de démarrer », apportant la stabilité, la confiance et les éléments essentiels nécessaires à l'autoguérison de la machine économique.

Un élan du cœur

En plus de l'action menée par leur gouvernement, les citoyens américains ordinaires ouvrirent leur cœur à la souffrance de leurs frères et des organisations

caritatives privées collectèrent, sous forme de colis, l'incroyable somme de 500 millions de dollars. En monnaie actuelle, cela équivaldrait à un don de plus de 20 dollars de la part de chacun des habitants des Etats-Unis de l'époque, hommes, femmes et enfants.

Benjamin Creme a rapproché cet élan d'amour du peuple américain de la réaction des britanniques au récent décès de la princesse Diana. Dans les deux cas, c'est le deuxième rayon de l'âme des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne (exprimant l'aspect Amour du Divin) qui se manifesta puissamment².

Néanmoins, le parallèle le plus important à faire avec la situation actuelle est, de nouveau, cette prise de décision à laquelle est confrontée une partie de l'humanité, face à la profonde détresse de ses frères humains. Environ 80 % de la population mondiale vit dans les pays en voie de développement, pourtant ces pays ne fournissent à peine plus de 20 % de la production économique mondiale.

Ce déséquilibre fondamental engendre une situation catastrophique : des millions d'êtres humains meurent de faim, de maladies tout à fait curables, ou vivent dans des conditions inimaginables de misère, soumis à des besoins particulièrement pénibles. Dans le même temps, par comparaison, le reste de l'humanité vit dans l'abondance. C'est cette situation qui exacerbe les tensions et les troubles dont souffre le monde aujourd'hui.

Entre 1948 et 1951, l'Amérique donna chaque année de 1 à 2 % de son PNB pour financer le plan Marshall, ce qui est en contraste frappant avec les 0,1 % de l'aide officielle au développement pour 1997. Selon le Maître de Benjamin Creme : « *La principale mission de la nation américaine pour les*

temps présents est de découvrir son âme et avec elle son besoin de servir plutôt que de dominer le monde... Le vrai pas en avant sera de mettre à la disposition de la communauté mondiale ses multiples ressources, talents et énergies afin de conduire les nations vers la création d'un monde nouveau et plus viable. Notre planète attend un tel accomplissement³. »

Il y a un demi siècle, George Marshall disait à ses concitoyens : « *L'avenir du monde entier est suspendu à notre capacité de jugement. Il dépend, je pense, dans une large mesure, d'une prise de conscience du peuple américain... Quelles sont les souffrances ? Quels sont les besoins ? Que vaut-il le mieux faire ? Que devons-nous faire ?* » Ces mêmes mots, on pourrait les prononcer aujourd'hui.

Notes

1. Share International, jan.-fév. 1998, p 21
2. Partage international, mars 1998, p 35
3. La Mission de Maitreya, vol 3, p 189 de l'éd. originale

Références

People's Century, BBC Television
BBC Television.
The Second Victory: The Marshall Plan and the postwar revival of Europe, Madison Books, New York 1987

Auteur : Jeremy Traylen, économiste, est correspondant de partage International en Nouvelle Zélande.

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()